

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-grecques, la construction européenne et sur la lutte contre le terrorisme, à Athènes le 9 septembre 2016.

Monsieur le Président,

Je viens en Grèce pour la deuxième fois en quelques mois. La première, c'était pour affirmer la solidarité de la France à l'égard de la Grèce dans les épreuves économiques qu'elle traversait et qu'elle traverse encore. J'avais montré qu'il était possible, dès lors que l'Europe faisait preuve de solidarité et que la Grèce faisait preuve de responsabilité, de trouver un chemin. Ce chemin, c'est celui qui permet à la Grèce aujourd'hui de continuer et de pouvoir retrouver la croissance et la stabilité.

Pour la France qui est liée à la Grèce par tant de liens culturels, historiques, politiques, économiques - il était inconcevable que la Grèce puisse être écartée de la zone euro car l'Europe a besoin de la Grèce comme la Grèce a besoin de l'Europe. C'est ce message-là, qu'après des nuits et des nuits de discussions, nous avons été capables de faire prévaloir.

Je veux aussi saluer ce que les autorités grecques - vous-même, le gouvernement d'Alexis TSIPRAS - ont été capables à un moment de concevoir pour que nous puissions trouver une solution. Je sais qu'encore aujourd'hui il y a des discussions qui se poursuivent. Sachez que la France, tout en veillant à ce que les engagements soient tenus, sera aux côtés de la Grèce pour qu'il y ait les versements prévus pour, à un moment ou à un autre, arriver à régler la question de la dette.

Mais la Grèce, c'est aussi la frontière de l'Europe et vous avez fait face ces derniers mois à l'afflux des réfugiés et des migrants. Là encore, il a fallu que vous puissiez trouver des ressources pour accueillir dignement ces populations et en même temps respecter les principes mêmes de Schengen et des accords de Dublin, c'est-à-dire de faire en sorte qu'il puisse y avoir ces centres où ceux qui peuvent venir ici comme réfugiés, puissent être accueillis mais que les autres puissent être accompagnés. C'est le principe même des frontières extérieures et de Schengen. Si nous avons fait cette réunion aujourd'hui, c'est aussi pour que l'Europe puisse protéger ses frontières, s'organiser pour permettre que nous puissions donner la sécurité aux Européens et respecter les droits pour l'asile.

Aujourd'hui, avec le Brexit, avec la montée des extrémistes, c'est de l'Europe et de son avenir que nous avons à traiter. Il y a une crise qui n'est plus simplement une crise de financement ou une crise liée à la situation d'un pays, c'est une crise sur les fondements même de l'Europe : est-ce que nous parviendrons à 27 à donner l'impulsion nécessaire pour que les Européens aient confiance en l'Europe et la regardent comme une espérance, c'est-à-dire une protection et aussi un espace de valeurs, de cultures permettant aussi de porter une politique extérieure, ce qui suppose également une défense européenne ? C'est aussi le message que j'ai fait passer aujourd'hui.

Monsieur le Président, je vais conclure en rappelant que c'est en Grèce qu'est née la démocratie. Et aujourd'hui, la démocratie est menacée. Elle est menacée par le terrorisme qui vient tourmenter, mettre à l'épreuve nos sociétés. Je sais ce qu'il en est, en tant que Président de la République française. avant vécu des attaques terroristes qui ont causé la mort de 238 personnes

...espérance mangée, ayant vu ces attaques terroristes qui ont tué la mère de deux personnes et blessé tant d'autres. Nous devons faire face à ce terrorisme, y compris avec les attentats que nous pouvons déjouer, prévenir, empêcher mais qui peuvent encore se produire. C'est ce que veulent ceux qui nous agressent : que nous doutions de nous-mêmes, que nous en terminions avec nos règles ce que vous avez rappelé, l'Etat de droit que nous mettions en cause ce que nous portons comme valeurs essentielles, la démocratie.

Et puis il y a des extrémistes qui, pour exprimer les peurs, les stimuler, usent de tous les arguments pour que la démocratie elle-même soit regardée comme un système qui n'aurait plus finalement la force qu'il a pu représenter dans l'Histoire et notamment dans tout ce que nous avons construit depuis l'après-guerre. L'Europe fait partie de ce que nous pensons être le progrès de la démocratie.

C'est la raison pour laquelle, venant ici en Grèce, je veux vous dire que la France sera à la hauteur de ce qu'elle a toujours voulu témoigner pour le reste du monde, des valeurs universelles de la démocratie, que nous tiendrons bon quoi qu'il arrive et que nous ferons face parce que c'est non seulement de la France dont il s'agit, mais de l'Europe et du message humaniste que nous voulons partager avec vous. Je sais que vous avez toujours été, comme Président de la République, comme professeur de droit et comme ami de la France, à nos côtés dans les périodes très difficiles que nous avons connues.

Merci.